

L'OPPOSITION DE L'AMBONGO A LA PENETRATION FRANCAISE EN 1899

par

Manassé ESOAVELOMANDROSO

L'*Ambongo*, « dos de pays » (1) qui sépare le bassin sédimentaire du *Menabe* de celui du *Boina*, apparaît comme un ensemble contrasté, compartimenté. Ce terme désigne en fait plusieurs entités : l'*Ambongo* proprement dit au nord, le *Milanja* qui est l'arrière-pays du cap Saint André, le *Marolahy* constitué par le triangle marécageux compris entre le *Maningoza* et le *Sambao* au voisinage de leurs embouchures, le *Bemaraha*, vaste étendue rocheuse avec comme centres principaux Besalampy, Ampoza et Berevo, et enfin le *Mahilaka* qui est l'hinterland de Maintirano.

Au début du XIX^e siècle, cette région comprise entre les deux grands royaumes du *Menabe* et du *Boina* était couverte de petites unités politiques dirigées par des *Ampanjaka* ou princes (2). Depuis les conquêtes de Radama I^{er}, certaines parties du *Menabe* et du *Boina* sont devenues des provinces administrées par des gouverneurs merina, représentants de la reine d'Antananarivo. Mais durant cette même période, l'*Ambongo* garde son indépendance complète à l'égard du gouvernement d'Antananarivo. Indépendante, la région est aussi divisée, car depuis que les petits-fils bâtards d'Andriamandisoarivo, fondateur du *Boina*, s'y sont installés, tout *Ampanjaka* « s'établit roi quelque part, dès qu'il est en âge de

(1) Bastian (G.). — *Madagascar. Etude géographique et économique*, p. 162.

(2) Le mot *Ampanjaka* a le sens général de prince ; il est donné aux membres de la famille royale, à tous ceux qui tiennent par un degré de parenté quelconque à cette famille, et enfin aux descendants des chefs dont les territoires réunis par la conquête formèrent le royaume de Boina. Le roi régnant ou souverain est appelé *Ampanjaka manjaka*. Les princes qui ont droit à exercer le pouvoir souverain sont dénommés *Ampanjaka mahere fanjakà* tandis que ceux qui ne peuvent jouir de ce même droit sont dits *Ampanjaka tsy mahere fanjakà*. (cf. Guillaïn, p. 23, note 1).

le faire. C'est le pays des apanages» comme l'a constaté Gautier, en 1898 (3). Cette division politique est à l'image du compartimentage de l'*Ambongo* proprement dit.

Ce pays montagneux qui «s'étend entre le pic d'Ambohitsosy et la Mahavavy d'Ouest en Est, entre la mer et le plateau de Manerinerina du Nord au Sud» (4) se subdivise en plusieurs parties dont les principales sont le Marambitsy formé par les bords de la mer, le *Boeny kely* constitué par les immenses et fertiles prairies sur la rive gauche de la Mahavavy, au nord-ouest du lac Kinkony, le *Mania* réunissant les plateaux calcaires sur la rive gauche de la Mahavavy, et le *Tsimiarojoary* correspondant au bassin moyen du Sambao. Dans chacune de ces unités territoriales, on rencontre plusieurs *ampanjaka* commandant à un certain nombre de villages.

Indépendance, division et émiettement politiques caractérisent l'*Ambongo* que les Français cherchent à contrôler à partir de 1897, en usant de plusieurs procédés. La pénétration, préparée par des émissaires et avec le consentement des chefs locaux, commence par la côte. Le 13 juin 1897, à Soalala, devant le général Gallieni venu à bord du *La Pérouse*, la reine Safitamo, entourée d'un grand nombre de ses sujets, promet fidélité à la France (5). Au mois d'août de la même année, Bénévent — administrateur de la province de Majunga — a réussi à obtenir de Laidodo — roi de Sitampiky — la promesse d'accepter l'installation d'un poste de milice dans sa capitale (6). Après ces ententes avec les *ampanjaka* du littoral comme de l'intérieur, les Français créent en février 1898, le district de l'*Ambongo*, rattaché à la province civile de Majunga. Pour maintenir l'ordre et tenir le pays, des postes de milice sont installés à Soalala, à Andranomavo, à Sitampiky, et Tsimetra — *ampanjaka* d'Analalava dans le *Boeny kely* et fils de l'*ampanjaka* Bareravony de Sakoamana dans la baie de Marambitsy — est choisi comme sous-gouverneur.

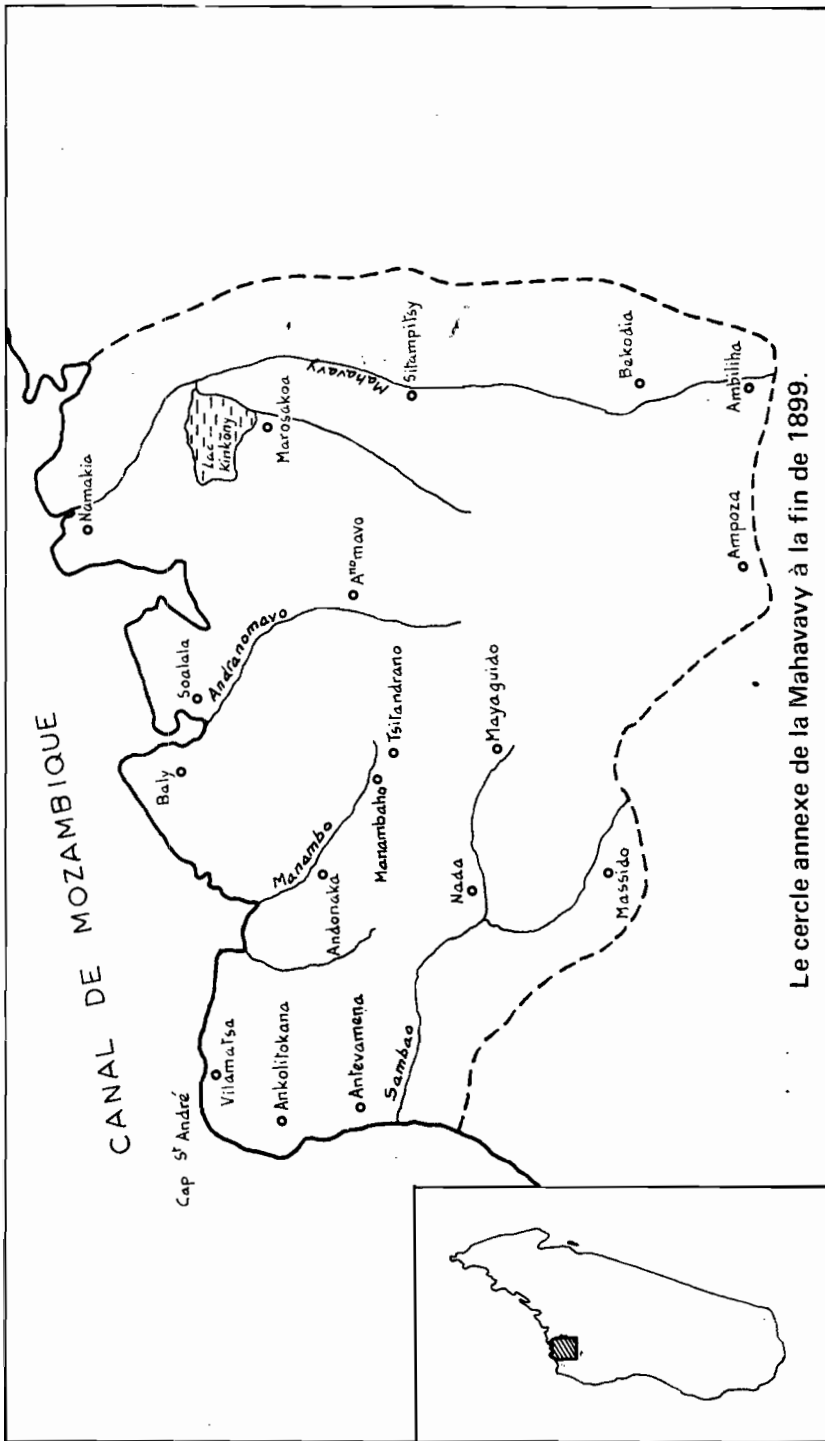
Le 8 février 1898, le Cercle-annexe de la Mahavavy est créé afin de pacifier et de contrôler la région comprise entre la province de Majunga, les cercles de Maevatanana, d'Ankazobe et de Maintirano. Par arrêté du 17 décembre 1898, le nouveau cercle de la Mahavavy est augmenté du district de l'*Ambongo* où, depuis quelques temps, se manifeste une certaine effervescence. Néanmoins, le district apparaît calme puisqu'aucun incident n'y est signalé, même si tous les observateurs reconnaissent que la situation dans l'*Ambongo* n'est pas sûre. Aussi s'étonne-t-on de l'explosion soudaine de l'opposition de l'*Ambongo* à la présence française, comme on s'étonne de la rapidité et de l'efficacité relative de la riposte de l'armée coloniale, riposte qui, à elle seule, n'explique pas l'échec de la résistance sakalava.

(3) Gautier — «Atlas de l'*Ambongo*», *N.R.E.*, 1898, p. 1393.

(4) *Idem*, p. 1393.

(5) *N.R.E.* 1897 : Bulletin mensuel (30 juin 1897), p. 387.

(6) Bénévent (M.) — «D'Ambato à Sitampitsy», *N.R.E.* (1897), 1ère année, 2e vol., 2e sem., p. 137.



Le cercle annexe de la Mahavavy à la fin de 1899.

I

UNE EXPLOSION MALGRE TOUT SOUDAINE

Depuis juin 1896, une série de révoltes éclate dans tout le nord-ouest. Ces mouvements non coordonnés ne provoquent point un embrasement général mais maintiennent les troupes françaises en état d'alerte permanente et les obligent à se disperser : en effet, elles doivent réduire les résistants du Sambirano (fin octobre 1898 – milieu de 1899), combattre les hommes d'Ingereza dans le nord du Menabe (Septembre 1898 – 1904), soumettre le Mahilaka (toute l'année 1898).

L'Ambongo semblait donc un îlot de calme ou de paix au milieu de régions secouées par des révoltes ou des résistances armées. Aussi, en dépit de signes précurseurs évidents, son soulèvement surprend-il les autorités coloniales qui ne réagissent qu'à la fin de janvier 1899.

LES SIGNES AVANT-COUREURS DE L'OPPOSITION DE L'AMBONGO

Dès la constitution des cercles de Maintirano et de la Mahavavy, les autorités françaises ne se font guère d'illusion, quant à la fidélité des Sakalava. Pour elles, ces derniers, surpris par les reconnaissances effectuées et les postes installés par les troupes coloniales et/ou les milices, affaiblis par les luttes intestines, la variole et le défaut de munitions – les ports étant occupés par les Français qui interdisent le commerce des armes – se sont en partie dispersés, en partie soumis, mais restent toujours réfractaires. Et le rédacteur de la revue *Notes, Reconnaissances et Explorations* exprime en ces termes, en octobre 1898 la crainte générale : « Qu'une circonstance leur permette de se procurer des munitions, qu'un chef réussisse à les exciter et à les grouper et, au moment où l'on s'y attendra le moins, ils attaqueront un poste trop confiant ou dégarni, inquiéteront une ligne d'étapes » (7). Voilà pourquoi, continue le rédacteur, les commandants des deux cercles doivent se préoccuper :

- d'intercepter aussi étroitement que possible leurs communications avec la côte, pour empêcher la pénétration de toutes munitions... ;
- d'« avoir les postes les plus défensifs et les plus forts possible... ».
- de « créer des besoins nouveaux... (pour les habituer) à notre contact et à l'obligation du travail... ».

Or, dès juillet 1898, de nombreux indices laissent présager l'éclatement du mouvement. Les postes de milice, incapables de tenir tout l'Ambongo, cristallisent la colère de nombreux groupes de gens qui, pour des raisons parfois divergentes, souhaitent la fin de la présence française. La douane installée à

(7) *N.R.E.* 1898 : Bulletin mensuel (31 octobre 1898), p. 1348.

Soalala, le contrôle exercé sur les transactions et la perception de l'impôt et d'autres taxes réduisent les gains des *ampanjaka*, gênent les affaires des Indiens qui détiennent tout le commerce, et importunent les Sakalava. Par ailleurs, le petit nombre des postes de milice et l'effectif réduit des miliciens ne permettent pas de contrôler tous les villages.

Souvent, la proximité d'un poste constitue plus un handicap qu'un bienfait : en effet, les voleurs de bœufs qui peuvent perpétrer leurs méfaits dans les villages soit-disant « pacifiés » restent impunis quand ils se réfugient dans les zones éloignées des postes et donc échappant à leur influence. De plus, les habitants de ces centres « pacifiés » et qui donc, ont été désarmés, ne peuvent pas se défendre, encore moins se lancer à la poursuite des voleurs.

Dans les baies et portions du littoral non contrôlées par la douane, se développe un commerce clandestin qui permet aux Indiens de faire des gains énormes et aux Sakalava de se procurer des armes et des munitions.

Les réfractaires, les miliciens déserteurs et les voleurs cherchent et trouvent refuge dans l'Ambongo. Cette masse d'irréguliers allait constituer une partie notable des troupes des *ampanjaka* menacés dans leur pouvoir et leur indépendance, et qui étaient excités par des Indiens et des *Silamo* menacés dans leur négoce.

Ce mécontentement général s'est traduit par la « non-entrée de l'impôt de 1898 perçu seulement dans les centres commerçants » (8), par l'introduction fréquente d'armes et de poudre à Baly et Namakia (9) et par la recrudescence des vols de bœufs. Cette agitation affecte tout l'Ambongo mais plus particulièrement la partie du Marambitsy située au nord de Soalala, et la vallée de l'Andranomavo, à l'intérieur.

PREPARATION ET DECLENCHEMENT DU MOUVEMENT D'OPPOSITION

Après de multiples enquêtes, le capitaine de Bouvié conclut que « tous les renseignements sont unanimes pour fixer l'origine de ces intrigues au mois de Juillet. Tous les rois et chefs ont été dès ce moment sondés, excités à la résistance et à la désobéissance » (10). Au cours d'une réunion, les notables de l'Ambongo ont décidé un soulèvement général et l'expulsion de tous les Français (11). Cette effervescence, que les autorités coloniales croient être le contre-coup

(8) S.H.A.T. : Madagascar NF 15 (année 1899), 4e dossier, document n° 6, Lettre du capitaine de Bouvié, adressée au commandant du 4e Territoire militaire à Ankazobe, et écrite à Soalala, le 3 février 1899.

(9) S.H.A.T. : Madagascar NF 15 (année 1899), 4e dossier, document n° 1 « Note sur la situation actuelle de l'Ambongo d'après les renseignements fournis par le lieutenant Allard et le garde principal Chopin ».

(10) S.H.A.T. : Madagascar NF 15 (année 1899), 4e dossier, document n° 6.

(11) S.H.A.T. : Madagascar NF 15 (année 1899), 4e dossier, document n° 26 : « Opération du 15 janvier au 1er juillet 1899. Insurrection de l'Ambongo. Rapport général ».



des événements du Sambirano, détermine le Gouverneur Général à distraire de la province civile de Majunga, le district d'Ambongo, pour le rattacher au cercle-annexe de la Mahavavy, le 17 décembre 1898. Son occupation militaire est immédiatement ordonnée.

Le retrait des garnisons de milice des postes de l'intérieur (Antangena, Namoroka et Andranomavo), ordonné par l'Administrateur de Majunga, et consécutif à la modification territoriale, donne «aux mécontents un surcroît d'audace» (12). L'abandon de ces postes est présenté par les chefs sakalava à leurs troupes comme un aveu de faiblesse et d'impuissance. Pour précipiter cet abandon et pour le rendre général et définitif, les insurgés multiplient les actes d'hostilité à l'égard de tout ce qui est français. C'est ainsi que les miliciens n'ont pu trouver ni guides ni vivres quand ils ont reçu l'ordre de rebrousser chemin. Non seulement les Sakalava refusent de leur vendre leurs produits, mais certains d'entre eux les harcèlent en lançant des attaques sporadiques contre leurs postes. Vivant au milieu de gens hostiles, les garnisons semblent assiégées. Les Sakalava semblent vouloir les affamer. Le long de la ligne d'étapes, ils refusent d'obéir aux ordres de réquisition pour les transports. Parfois ils désertent leurs villages pour ne pas assurer le courrier. Sur la côte, ils pillent les maisons de ceux qu'ils croient être partisans des Français ou de ceux qui refusent de les rejoindre. Les victimes de ces pillages sont surtout des Indiens et des Comoriens.

En décembre 1898, les insurgés sont massés dans deux régions : le bassin de l'Andranomavo contrôlé par les partisans de Marify – roi d'Ankitrobaka –, et le Marambitsy subissant l'influence de Bareravony – reine de Sakoamanera – mais dirigé en fait par son fils Tsimetra - roi d'Analalava et sous-gouverneur d'Ambongo –. Ils investissent Soalala, chef-lieu du district, mal défendu par une garnison de miliciens peu nombreux. Ils s'efforcent d'obtenir la neutralité bienveillante de Safitamo – reine de Soalala – afin de rendre intenable la position de la garnison, du poste de douane et des trois colons établis dans la ville. Les meneurs du Marambitsy décident de compromettre Safitamo et Fatoma – reine de Tarenta – en les enlevant toutes les deux, et en attaquant simultanément leurs capitales. Ils pensent provoquer ainsi «le soulèvement général de l'Ambongo et donner à la révolte le caractère d'une guerre nationale» (13). Mais l'arrivée du lieutenant Allard à la tête d'un peloton de Sénégalais de la 7^e Compagnie, le 14 Janvier 1899, empêche la réalisation complète de ce plan. Allard fortifie Soalala et fait garder la maison de Safitamo par un poste de milice. Le lendemain, il reprend Tarenta qui était tombée aux mains des insurgés mais ne retrouve pas la reine Fatoma, enlevée et gardée en lieu sûr.

Ces actions menées par les Sakalava sont multiformes. Les officiers français en étaient tellement conscients qu'ils hésitaient entre rébellion, révolte, résis-

(12) S.H.A.T. : Madagascar NF 15 (année 1899), 4^e dossier, document n° 26.

(13) Idem.

tance, insurrection, pour désigner ces troubles qui ont secoué le district de l'Ambongo, en 1898–1899.

LES TYPES D'OPPOSITION

Deux *ampanjaka* sont à l'origine des troubles de l'Ambongo : Marify et Tsimetra.

Le roi Marify dont le territoire est enserré entre les trois postes de Belemboky, Soalala et Andranomavo, n'a jamais reconnu la domination française, même d'une façon apparente. Il se présente comme un fidèle observateur des coutumes sakalava. En tant que tel, il n'autorisait les colporteurs du littoral à pénétrer dans son royaume « qu'en échange d'impôts considérables et contre des promesses de vente d'armes et de munitions qui s'accumulaient dans les villages » (14) et il n'avait jamais consenti à venir à Soalala afin d'éviter tout contact avec les étrangers et les rois et reines de la côte. Ce vieillard farouche — il avait environ 66 ans, en 1899 —, perçu par les Sakalava comme un champion de la résistance contre l'étranger à cause de son opposition persistante à la marche des détachements, sait tirer profit des caractéristiques de son royaume « couvert de bois et de marais alimentés par des cours d'eaux nombreux, ... inaccessible en hivernage et d'un parcours difficile en saison sèche » (15). Il fuit les villages et campe dans les bois en changeant souvent de résidence. Aime de l'opposition aux Français, Marify attire à lui les *ampanjaka* de la partie sud de l'Ambongo, mais il se heurte au roi Fizo d'Andranomavo, resté fidèle aux colonisateurs et que des haines anciennes séparent du chef du mouvement.

N'ayant jamais fait sa soumission, Marify est « plutôt le chef du parti de la résistance que de celui de la révolte » (16).

Le mouvement du nord est encouragé par Bareravony, reine de Sakoamanera. Cette *ampanjaka* a vu plusieurs fois les Français, a accepté un drapeau, mais usant d'expédients, elle s'est toujours soustraite aux obligations souscrites. C'est devant cette duplicité que le résident de Majunga lui enlève le pouvoir, et nomme son fils Tsimetra sous-gouverneur de l'Ambongo. Malgré cette mesure, elle reste vénérée dans le bassin de la Mahavavy. A cause de son âge et surtout de son état de santé (attaques nerveuses répétées), elle ne peut se révolter ouvertement et suivre des insurgés dans leurs continus déplacements. Aussi son fils Tsimetra est-il poussé par les partisans de la lutte à prendre la direction du mouvement. Ses agents passent dans les villages situés à l'Est de Soalala et somment les habitants de se ranger de son côté. Des bandes armées pillent les villages récalcitrants. « Toutes ces menées sont dirigées par Tsimetra qui se pare encore du

(14) S.H.A.T. : Madagascar NF 15 (année 1899), 4e dossier, document n° 25.

(15) Idem.

(16) S.H.A.T. : Madagascar NF 15 (année 1899), 4e dossier, document n° 24 : « Rapport d'ensemble du Cercle-Annexe de la Mahavavy pour l'année 1899 », p. 5.

titre de gouverneur et dont les agents sont porteurs d'un brassard tricolore» (17).

Dans le Marambitsy, il s'agit donc d'une révolte. Bareravony, Tsimetra et leurs chefs ont fait auparavant leur soumission, soit au capitaine Laverdure qui a visité l'Ambongo en 1897, soit à Bénévent, administrateur de la province de Majunga.

Ailleurs, il n'y a pas d'actes de violence caractérisée, mais l'opposition des Sakalava se manifeste sous d'autres formes. Laidodo — roi de Sitampiky — qui a fait sa soumission en 1898, cherche à se soustraire à l'influence française même s'il ne prend pas une part active aux événements qui se passent dans le nord de l'Ambongo. Il déserte Sitampiky et change souvent de domicile. Ses hommes refusent d'être recrutés comme porteurs mais n'entreprennent aucune hostilité contre les postes ou les détachements qui traversent la région (18). Tsitohara — roi de Tsitanandro, dans le Tsimiarojoary — se livre à une résistance passive. Tout en se déclarant le grand ami des Français et en faisant valoir qu'il a refusé de prendre part aux troubles de l'Ambongo, il élude les ordres de réquisition pour les transports et met la plus mauvaise volonté à lever les impôts (19).

Tous ces troubles de l'Ambongo sont dus à la même volonté de refuser la domination coloniale, de défendre l'indépendance. Mais les Français réagissent vite pour circonscrire puis mater ce soulèvement des Sakalava de l'Ambongo.

II

UN MOUVEMENT VITE MATÉ PAR L'ARMÉE COLONIALE

La répression du soulèvement est confiée au capitaine de Bouvié, commandant le cercle-annexe de la Mahavavy et qui s'est illustré lors de la pacification de la basse Mahajamba et du Bemarivo (1896—1897). Il est secondé dans cette tâche par le lieutenant Allard qui, à la tête du peloton de Sénégalais de la 7e Compagnie occupant le poste d'Ambalarano, vient d'achever la pacification du revers méridional du Fonjia, dans le Mahilaka (fin 1898).

Pour venir à bout des résistants et de rebelles, les deux hommes ont recours aussi bien aux engagements militaires qu'à la négociation ou à l'action diplomatique.

LA SUPERIORITE MILITAIRE ET LE CONTROLE DES CENTRES IMPORTANTS

La faiblesse des effectifs disponibles au milieu de janvier 1899, et l'obli-

(17) S.H.A.T. : Madagascar NF 15, 5e dossier, document n° 8, lettre du capitaine de Bouvié adressée au commandant du 4e Territoire et écrite à Soalala, le 14 mars 1899.

(18) S.H.A.T. : Madagascar NF 15, 4e dossier, document n° 24.

(19) Idem.

gation de renvoyer 60 hommes de la milice à Majunga expliquent l'attitude prise par Allard et de Bouvié.

Les premières opérations visent à protéger les centres du littoral menacés par les résistants, à protéger les reines pour qu'elles ne deviennent pas des outils entre les mains des chefs de la résistance, en un mot, à reprendre l'initiative sur les Sakalava. Le 14 janvier 1899, les hommes d'Allard occupent Soalala ; le 15, ils prennent Tarenta et y installent un poste de 20 hommes sous le commandement du sergent Waenger. Les jours suivants, ils procèdent à l'organisation défensive de Soalala qui devient ainsi la base devant faciliter la reconquête de l'Ambongo. Il n'est pas question d'engager de grandes opérations en février, car cela entraînerait des levées de porteurs dans un pays mécontent, à peine soumis, ainsi que la destruction des cultures et la ruine du pays. Aussi, le commandant du cercle propose-t-il au colonel commandant le 4^e Territoire Militaire le plan suivant : «Ajourner les opérations d'ensemble à la fin d'avril, époque des révoltes ; relier solidement les postes de l'Andranomavo avec le secteur du Sambao ; établir un poste important à Sakoamanera dans le Marambitsy, résidence de Barera, afin d'assurer la surveillance et l'occupation de cette région, et empêcher la jonction de ce groupe avec Marify en l'occupant chez lui ; enfin harceler chacun des chefs insoumis par de petites opérations devant provoquer par lassitude ou par crainte des soumissions locales » (20).

Une fois adopté, ce programme est exécuté d'une façon méthodique. Les miliciens des postes de Beleboky et d'Andranomavo sont relevés par des tirailleurs. De ces deux postes et de Soalala, des reconnaissances commencent à partir du 24 février, à fouiller le pays et à se montrer dans toutes les vallées habitées. Le sous-lieutenant de milice Saïdina, ancien commandant de l'Ambongo, et rappelé sur la demande du capitaine de Bouvié, s'assure le concours dévoué de ses coreligionnaires et forme un groupe de partisans comoriens (au nombre de 35) qui participe, aux côtés des tirailleurs et miliciens, à la poursuite des hommes de Marify. Les villages de la haute Manangarivo tombent les uns après les autres, et Marify est repoussé vers Andranomavo. Le 13 mars, le chef du mouvement se rend aux miliciens, et en avril il vient à Soalala, faire sa soumission.

Le 8 mars 1899, un détachement de 45 tirailleurs sénégalais sous le commandement du lieutenant Allard débarque à Sakoamanera et occupe la ville que Bareravony et ses fidèles viennent d'abandonner. Allard fortifie un emplacement défensif et engage les Sakalava à rentrer et à faire rentrer la reine. Le 10 mars, ses hommes réussissent à repousser des assaillants. Le poste de Sakoamanera surveille le village avec des patrouilles et lance des reconnaissances à la poursuite de Barera qui est obligée de changer plusieurs fois de campement. Les Sakalava pratiquent alors la fuite et imposent une guerre de partisans. L'attitude d'expectative d'Allard, destinée à faciliter des négociations avec les chefs sakalava hostiles dès le début à la révolte, s'avère payante. Ces derniers envoient des

(20) S.H.A.T. : Madagascar NF 15, 4^e dossier, document n° 25, p. 7.

émissaires à Safitamo – la reine de Soalala – pour connaître les dispositions des Français. Après plusieurs combats indécis ou perdus, devant la politique conciliante des Français, et poussé d'un côté par les agents de Saïdina, et de l'autre par la majorité de ses chefs, Tsimetra se décide à traiter, et vient à Soalala reconnaître son tort et demander pardon. Le capitaine de Bouvié promet d'oublier le passé mais en contrepartie, charge Tsimetra de désarmer son pays et de ramener sa mère. Bareravony finit par se laisser convaincre, et le 3 juin 1899, elle demande à Soalala «l'oubli de ses erreurs et la protection de la France» (21).

Marify et Bareravony étant désarmés, les ports et les gros centres de l'intérieur étant contrôlés par les troupes coloniales, la révolte de l'Ambongo est terminée, même si des groupes d'hommes n'acceptent pas de déposer les armes, et continuent à fuir les colonisateurs – en se réfugiant dans les forêts ou en changeant continuellement de campements – à défaut de pouvoir les combattre.

L'utilisation de la force n'a pas été toujours conseillée ; au contraire. Les troupes, chargées de combattre Marify et Bareravony ont reçu ces mêmes instructions : «éviter les actes de force et ne les employer qu'en réponse aux provocations ; rassurer les habitants par le respect absolu des propriétés et des personnes ; bien traiter les prisonniers et les renvoyer comme émissaires de paix auprès de leurs chefs» (22). Les officiers ont donc cherché à exploiter les divisions qu'ils décèlent dans les rangs des résistants.

L'UTILISATION DE LA DIVISION DES RESISTANTS

Les prévisions des Sakalava ayant été déjouées par l'arrivée du peloton d'Allard, la forte occupation de Soalala par ce dernier et la prise de Tarenta, le groupe des résistants commence à se désorganiser. C'est ainsi que dès le lendemain des combats de Tarenta, la reine Safitamo de Soalala désavoue énergiquement la conduite de son neveu Tsimetra et propose à Allard d'agir sur ses sujets. C'est le signal de la dissolution de la fédération qui se promettait de chasser les Français six mois plus tôt. Cette dissolution s'est faite d'autant plus rapidement que des germes de discorde entre les chefs étaient perceptibles dès novembre et décembre 1898.

En effet, à la fin de 1898, c'est-à-dire au moment où la situation était la plus précaire à cause des faibles effectifs de milice tenant des garnisons isolées, Marify et Tsimetra n'arrivaient pas à donner au mouvement de résistance une direction unique. «Ils voulurent tous deux ménager leurs intérêts et protéger leurs biens en massant tous les rebelles dans leurs territoires respectifs» (23). Les

(21) Idem, p. 20.

(22) Idem, p. 15.

(23) S.H.A.T. : Madagascar NF 15, 4^e dossier, document n^o 10, «Rapport général sur la province de l'Ambongo. Situation à la date du 28 mars 1899».

autres chefs adoptèrent la même attitude. Ainsi, bien que l'insurrection fût à peu près générale dans l'Ambongo, il y avait peu de liaison entre les chefs. La politique adoptée par le Capitaine de Bouvié consiste alors à empêcher cette liaison de façon à anéantir l'un après l'autre les partis. Dans son rapport d'ensemble pour l'année 1899, et commentant cette politique, le capitaine Bégot – successeur de de Bouvié – écrit : « Les rebelles formaient alors deux groupes différents obéissant à l'Ouest au Mpanjaka Marify, à l'Est au Mpanjaka Tsimetry et à sa mère Barrera.

« Cette politique réussit pleinement, car pendant que nous étions occupés à combattre Marify, l'autre parti resta sourd aux appels de celui-ci, comptant profiter ainsi du temps que nous lui laissions pour se préparer à nous résister ; lorsqu'ensuite Marify fut suffisamment assez ébranlé dans sa confiance et que nous nous retournâmes contre les bandes du Marambitsy, Tsimetry et Barrera ne trouvèrent plus aucun appui.

« Cette dernière partie de la lutte s'effectua avec autant de succès que la première et dès la fin du mois d'avril, des pourparlers étaient engagés pour une soumission qui ne tarda pas à se produire » (24).

Des questions d'orgueil s'opposent à l'unité de commandement indispensable. Si Tsimetra et ses partisans affectent un grand mépris pour Marify, *ampanjaka* issu d'une branche obscure de la dynastie maroseraña et considérée par eux comme un véritable rustre n'ayant aucun contact ni avec les Européens ni avec les Musulmans, Marify et ses hommes reprochent à Tsimetra son passé de sous-gouverneur, sa pusillanimité, sa versatilité et ses rapports avec les étrangers dont il subit l'influence.

Les autorités coloniales exploitent à leur avantage une telle situation. Par la création ou le renforcement des postes de Soalala, Belembohy, Andranomavo et Sakoamanera, elles empêchent toute communication entre les deux foyers de révolte. En ordonnant à ces postes de multiplier les reconnaissances et les petites opérations, elles provoquent des soumissions locales ; ce qui diminue le nombre des partisans de Marify et de Tsimetra.

Pour accentuer encore l'isolement de ces chefs, le capitaine de Bouvié réclame le rappel de Saïdina et utilise ce dernier pour former le parti de la soumission regroupant tous ceux qui sont favorables à la paix : ce sont surtout des Makoa, des Comoriens, des Antalaotra. Certains Comoriens, grâce à leur commerce et à leurs alliances avec les principales familles sakalava, deviennent pour les Français, des agents de renseignements zélés et des émissaires efficaces. Leur action affaiblit le parti de la résistance.

Si en 1898, des Indiens et des « Silamo » (Comoriens et Arabes) voyaient surtout dans la présence française un empêchement d'exercer librement leur commerce, surtout celui des armes, depuis l'occupation de Soalala et de Tarenta

(24) S.H.A.T. : Madagascar NF 15, 4^e dossier, document n° 24, p. 3.

en janvier 1899, certains changent complètement d'attitude. En se déclarant ouvertement pour les Français, en adoptant une neutralité agissante, ils entraînent des révoltés hésitants à abandonner la lutte. Maintenant, ils se persuadent et démontrent à leurs interlocuteurs que la paix française va favoriser le développement des activités économiques.

LA GARANTIE DE LA PAIX ET DE L'ESSOR ECONOMIQUE

Le contrôle des ports vise non seulement à supprimer la vente d'armes et de munitions aux Sakalava, mais aussi à assurer le ravitaillement des troupes, à obtenir la confiance des commerçants indiens et arabes et à les maintenir dans l'Ambongo. La politique adoptée par le commandement (reconnaisances, petites opérations et négociations) n'a entraîné ni l'arrêt du commerce, ni l'anéantissement des cultures. Les reconnaissances respectent les troupeaux qu'elles rencontrent et n'inquiètent point les paysans qui travaillent dans les champs. Ces contacts, somme toute pacifiques malgré quelques incidents, préparent les Sakalava à accepter la présence française, présence qui apporte la paix et le développement économique.

Aussi, le Boeny kely et le Tsimiarojoary continuent-ils à alimenter le commerce très actif des bœufs et des peaux. Dans l'Ambongo, les zébus, très nombreux, peuvent être classés en trois groupes selon leur mode d'existence : *omby mora* (bœufs domestiques, gardés dans des parcs), *omby mahery* (bœufs quasi-sauvages, vivant à peu près en liberté), *omby baria* (bœufs vivant à l'état sauvage). Le commerce des zébus est entre les mains des Merina et des Silamo qui sont les courtiers des Indiens de la côte ouest. Le mouvement d'exportation est considérable à Madirovalo – sur la Betsiboka – et à Soalala. Celui des cuirs – la peau d'un bœuf valant 7 à 10 francs – est très important et très rémunérateur pour les Sakalava qui, périodiquement, organisent des battues et se contentent pour toute préparation de faire sécher les peaux au soleil (25).

Les activités agricoles, elles aussi, sont encouragées. Les postes surveillent les zones de culture, interdisant ainsi aux pillards de perpétrer leurs méfaits. Dès la soumission de Tsimetra, les habitants des abords du lac Kinkony peuvent librement procéder à la moisson de leur riz dont la majeure partie est exportée vers Mayotte.

Bœufs, peaux et riz sont les principaux produits que l'Ambongo exporte. Malgré les droits de douane qu'ils doivent payer, les commerçants se rendent compte que le maintien ou le développement des courants commerciaux leur est profitable.

Dès lors, l'installation française, au début redoutée et souvent combattue par les Sakalava comme par les étrangers est, vers le milieu de 1899, subie comme un état définitif, voire acceptée.

(25) Vacher (Lt) – « Notice sur le bétail du cercle de la Mahavavy ». *N.R.E.* (1899), pp. 97-98.

Ainsi par les armes, par des négociations, par l'exploitation des divisions au sein du groupe des résistants, par une politique indulgente à l'égard de ceux qui se soumettent, par le respect des cultures et des troupeaux, les autorités militaires arrivent assez vite à mater le soulèvement de l'Ambongo. Ces actions menées par les officiers français n'auraient peut-être pas abouti à ce résultat — du moins aussi facilement — si le mouvement n'avait eu ses propres faiblesses.

III

L'ÉCHEC FINAL, SOMME TOUTE PRÉVISIBLE

L'échec de l'Ambongo en 1899 dans sa tentative de résistance à la pénétration française ou d'expulsion des Français déjà installés vient après une série d'échecs des groupes malgaches devant les troupes coloniales et précède des défaites essuyées par d'autres groupes. Pour ne parler que du nord-ouest, il y a eu les événements de la basse Mahajamba et du Bemarivo (1896—1897), la conquête du nord-Menabe et la mort de Toera (Août 1898), l'insurrection dans le Sambirano (Octobre 1898—début 1899), la pacification du Fonjia (1898), la révolte du nord-Menabe dirigée par Ingereza (1898—1904).

Dans l'histoire de ces résistances, à force de chercher les héros, on n'arrive pas toujours à comprendre la défaite. Peut-on tenter d'expliquer cette défaite ?

Tentative téméraire ! Seuls sont disponibles les écrits laissés par le colonisateur. Le Sakalava lui, a-t-il laissé des témoignages écrits ? Peut-être. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il a raconté, il a expliqué son action et son engagement. Un recueil méthodique des traditions orales et une analyse critique de ces dernières s'imposent donc si on veut étudier et comprendre ces mouvements de résistance.

Mais débroussailler le terrain en se servant du témoignage du vainqueur n'est pas une vaine tentative, si le chercheur tient compte des qualités et des défauts d'une telle source dans sa lecture et son analyse critiques. Dans ce cas, les différents rapports établis par les officiers français peuvent suggérer les raisons profondes de l'échec des Sakalava (ces raisons devant être précisées par des recherches ultérieures menées dans l'Ambongo).

UNE OPPOSITION ISOLÉE

Dans son livre «*Menalamba sy Tanindrazana où*» Jeanne Rasoanasy consacre un passage au soulèvement de l'Ambongo. Elle suggère sans le prouver un lien qui aurait existé entre ce mouvement et celui dirigé par Rabezavana (26). La proximité de la zone contrôlée par ce dernier ne suffit pas pour soutenir une telle thèse. Dans leurs rapports, le capitaine de Bouvié et le lieutenant Allard n'auraient pas hésité à signaler le fait s'ils avaient appris une quelconque col-

(26) Rasoanasy (J.). — *Menalamba sy Tanindrazana*, p. 180.

lusion entre les *Menalamba* et les résistants de l'Ambongo. On peut donc penser qu'il n'y a pas eu d'entente entre les deux mouvements.

La résistance de l'Ambongo ne semble pas non plus avoir eu des liens avec la rébellion du Sambirano ou la révolte du Fonjia, même si le capitaine Bégot pense que les troubles de l'Ambongo sont les contre-coups des événements du nord, c'est-à-dire du Sambirano (27). Contre-coup n'implique pas automatiquement une entente. Les habitants de l'Ambongo ayant appris la rébellion du Sambirano auprès des *Silamo* qui ont des relations dans le nord, ont pu juger le moment favorable pour faire éclater leur mouvement, sans s'être entendus avec les rebelles. Cela peut expliquer le décalage entre les deux soulèvements, décalage qui a permis l'envoi en renfort, dans l'Ambongo, des tirailleurs qui viennent de combattre dans le nord. Ce décalage, on l'observe aussi entre les troubles de l'Ambongo et ceux du Fonjia. En effet, les Sénégalais commandés par le lieutenant Allard et qui occupent Soalala et Tarenta, les 14 et 15 Janvier 1899 viennent de terminer en décembre 1898, la pacification du revers méridional du Fonjia. Par ailleurs, aucune mention n'est faite de l'arrivée dans l'Ambongo, d'armes, de munitions ou de contingents en provenance du Sambirano ou du Fonjia. Dans ces conditions, le mouvement d'opposition de l'Ambongo est autonome et n'a aucun rapport avec les révoltes sakalava qui se passent au nord et au sud de la région.

Le soulèvement de l'Ambongo est donc un mouvement isolé par rapport aux résistances ou aux rébellions qui ont secoué l'Imerina et le pays sakalava. Ce soulèvement est en fait un ensemble de mouvements sans direction unique.

DES MOUVEMENTS DISPARATES

A l'intérieur même de l'Ambongo, l'insurrection, dès qu'elle éclate, est déjà divisée en plusieurs groupes dont les plus importants sont ceux de Marify et de Tsimetra. Cette division affaiblit les mouvements partiels dont les actions ne sont point coordonnées.

L'armée coloniale engagée dans l'Ambongo est peu nombreuse, mais elle est instruite, bien encadrée, disciplinée, aguerrie par ses multiples campagnes depuis deux ou trois ans, et elle dispose d'un canon. En face, les Sakalava sont « bien armés » et bien pourvus de munitions – reconnaît de Bouvié – « mais l'entente d'Analava ne dura pas et l'union des chefs qui eut pu être puissante et dangereuse au premier jour ne donna qu'un effort, l'expédition du 15 janvier sur Tarenta et Soalala.

L'échec subi dans le projet d'enlèvement de la reine Safitamo, le débarquement inopiné des Sénégalais provoquèrent la disjonction des chefs, qui tout en parlant haut de révolte, ne songèrent qu'à protéger leurs biens et aussi à ménager l'avenir en évitant de se compromettre » (28).

(27) S.H.A.T. : Madagascar NF 15, 4e dossier, document n° 24, p. 1.

(28) S.H.A.T. : Madagascar NF 15, 4e dossier, document n° 10, p. 7.

Dès lors, les différents groupes affrontent en ordre dispersé et successivement les tirailleurs conduits par les Français. A aucun moment, ces derniers n'ont eu à combattre deux ennemis à la fois. Au contraire, ils ont pu librement choisir qui et/ou frapper.

Les groupes de résistants sont donc isolés les uns des autres, incapables de s'unir devant l'ennemi commun. Les responsables de cet état de fait sont avant tout les chefs.

DES CHEFS PLUS SOUCIEUX DE LEURS PRIVILEGES QUE DE LEURS PEUPLES

Les chefs de l'Ambongo ont été incapables de faire taire leurs intérêts personnels pour ne voir et défendre que ceux de leur pays : l'Ambongo. Aucun d'entre eux n'est suffisamment charismatique pour être entendu de tout le groupe, être accepté par la majorité. Ces chefs n'ont que la conscience de leurs «royaumes», en somme des quelques villages qui reconnaissent plus ou moins bien leur autorité. Il ne peut donc pas y avoir de lutte pour la défense d'intérêts communs à tous les groupes de l'Ambongo. Il y a des intérêts particuliers, parfois contradictoires, que chacun des groupes essaie de défendre. La lutte contre l'ennemi commun n'est donc pas pour eux la seule et l'unique priorité.

Ces chefs qui ne pensent qu'à leurs privilèges n'écartent pas la possibilité de composer avec les Français pourvu qu'ils gardent un peu de leurs privilèges. Dans ces conditions, ils ne peuvent pas être des guides ou des exemples pour leurs peuples dans la lutte pour préserver l'indépendance.

Cette attitude des chefs, on la comprend quand on compare ce que prédit de Bouvié le 28 mars 1899 à ce que constate son successeur, Bégot, le 1^{er} octobre de la même année. Après avoir ébranlé Marify, et fait occuper la capitale de Bareravony, de Bouvié prédit : «L'occupation des côtes et des centres d'écoulement des produits de l'intérieur mettront tous les chefs dans l'obligation d'opter entre leurs intérêts et leur désir d'indépendance. Le choix pourrait ne pas devoir rester longtemps douteux. Le commerce et le bien-être ont modifié profondément les mœurs de ces indigènes et ils ont perdu depuis longtemps les habitudes nomades et l'esprit d'aventure qui caractérisent les races de l'Ouest.

«Enfin la division des propriétés due à la fertilité du sol qui rend quelquefois trois récoltes de riz (dont des quantités énormes s'exportent à Mayotte), le contact constant des étrangers ont affaibli le prestige des rois qui se contentent de lever des impôts et de faire du commerce pour leur compte» (29).

Six mois après, le capitaine Bégot constate que les chefs ont opté pour leurs intérêts (30).

(29) S.H.A.T. : Idem. p. 11.

(30) S.H.A.T. : Madagascar NF 15, 4e dossier, document n° 19 : « Rapport militaire et politique du mois de septembre 1899 », pp. 10-11.



Le soulèvement de l'Ambongo est un mouvement ignoré. Son étude — quand elle sera étoffée par les apports de la tradition orale — peut fournir un exemple de ces multiples résistances malgaches à la colonisation française.

Une région qui a défendu farouchement son indépendance contre les initiatives des rois maroseraña du Boina et les efforts des souverains d'Antananarivo pour l'intégrer dans un ensemble régional puis dans l'ensemble national, n'arrive à opposer à l'entreprise coloniale que des résistances et des révoltes disparates. L'incurie et l'égoïsme des chefs n'ont pas favorisé le développement des luttes populaires pour défendre l'indépendance sakalava.

A N N E X E

AMBONGO :

LES PRINCIPAUX AMPANJAKA

ROIS OU REINES	CAPITALES	REGIONS
Tsimetra	Analalava	Boeny key
Bareravony (reine)	Sakoamanera)	
Fatoma (reine)	Tarenta)	Marambitsy
Safitamo (reine)	Soalala)	
Marify		vallée de l'Andranomavo, au Sud de Soalala
Laidodo	Sitampiky	Moyenne Mahavavy
Fizo	Andranomavo)	
Beampela (reine)	Naniroka)	Mania
Tsitohara	Tsitandro)	
Navelo (reine)	Mahiagidro)	Tsimiarojoary

BIBLIOGRAPHIE

I

OUVRAGES

- BASTIAN (G.) – *Madagascar. Etude géographique et économique*. Paris, Nathan-Madagascar, 1967, 192 p.
- GUILLAIN (M.) – *Documents sur l'histoire, la géographie et le commerce de la partie occidentale de Madagascar*, Paris, Imprimerie royale, 1845, 376 p.
- RASOANASY (Jeanne) – *Menalamba sy Tanindrazana*, Antananarivo, Trano Printy Loterana, 1976, 316 p.

II

ARTICLES DE PERIODIQUES

- GAUTIER – «Atlas de l'Ambongo», *N.R.E.*, 1898 (2e année, 2e semestre, 4e volume), pp. 1379–1395.
- BENEVENT – «D'Ambato à Sitampitsy», *N.R.E.*, 1897 (1ère année, 2e semestre, 2e volume), pp. 137–142.
- de BOUVIE (Capitaine) – «Marches et reconnaissances dans le Boueni», *N.R.E.*, .. 1897, 1ère année, 1er semestre, 1er volume, pp. 235–247.
- VACHER (Lieutenant) – «Notice sur le bétail du cercle de la Mahavavy», *N.R.E.* (1899), 3e année, 5e volume, pp. 97–100.